

Pendant les affaires, les attaques continuent

JE VAIS
AIDER CHAQUE
PARKINSONNIEN
À BIEN METTRE
SON BULLETIN
UMP DANS
L'URNE EN
2012!



SARKOZY
VEUT S'ATTAQUER À
LA DÉPENDANCE

- FAUSSOUR -

Le 16 novembre dernier, Sarkozy a justifié sa politique, se moquant ouvertement des millions de personnes qui ont protesté ces derniers mois. Mais sa volonté d'apaisement risque de se heurter à la combativité populaire et au retour des affaires.

L'omniprésent Sarkozy est apparu en petite forme lors de sa prestation télévisée, le 16 novembre. Étant donné la mobilisation sociale exceptionnelle de cet automne, il ne pouvait pas se permettre d'être trop arrogant. Ne nous y fions pas. Dans ce qu'on est obligé d'appeler un exercice convenu, le chef de l'État a confirmé qu'il était le président des riches et uniquement cela. Il a d'ailleurs annoncé la couleur puisque la réforme fiscale à venir prévoit la suppression pure et simple de

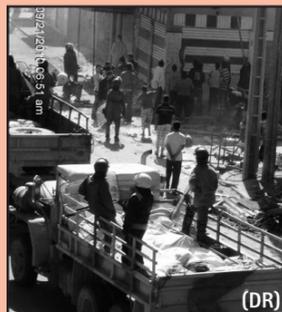
l'impôt sur la fortune. Il n'a pu s'empêcher de laisser libre cours à un certain cynisme en soutenant que le recul de l'âge de départ à la retraite allait permettre de créer des emplois. Une aberration, un comble de mauvaise foi, surtout venant de celui qui assume les 125 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique. Même cynisme lorsqu'est évoquée la chasse aux Roms orchestrée par le pouvoir depuis le mois d'août: la stigmatisation des Roms incomberait aux médias et non aux propos

présidentiels eux-mêmes. Même s'il doit reconnaître l'échec de son ministère de l'Identité nationale et son rejet par de larges secteurs de la population, il confirme la poursuite de sa politique raciste et xénophobe. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy assume toute sa politique, qu'elle soit sécuritaire ou antisociale. Avec des accents de fausse modestie, il a déroulé la pelote des mesures qu'il compte mettre en route ou poursuivre.

SUITE PAGE 2



ACTU
Budget: faux débats, vraies questions
Page 3



ACTU
INTERNATIONALE
Solidarité
avec les Sahraouis
Page 5



PARLONS-EN
Irlande: l'Europe au secours des banquiers
Page 9

Agenda

25 novembre, réunion publique, retraites, Paris 13^e. « Réforme des retraites, crise du capitalisme... Continuer à agir et à lutter ». Réunion débat avec Alain Krivine. RV à 20 heures, Crêperie de Carnac, 31 bd Auguste Blanqui, M^o Place d'Italie

26 novembre, Retraites, réunion-débat, Nice. Le NPA et les Alternatifs des Alpes-Maritimes organise une 5^e réunion-débat : Mobilisation retraites, premiers bilans et perspectives. Comment rebondir ? Quels prolongements ? Quelles alternatives ? RV à 19 heures, hôtel Esatitide, 3, rue de Roquebillière, Nice (arrêt de Tram : Virgile-Barel).

26 novembre, conférence Brésil, Marseille. Conférence de Jean-José Mesguen « Le Brésil : une grande puissance postcoloniale ? » RV à 19 heures, Maison de quartier du 1-7, Salle de la mairie, 12 bd Dugommier 13001 Marseille.

27 novembre, Six Heures pour la Palestine, Évrÿ. Témoignages, débats, musique, extraits de film, exposition, stands associatifs, artisanat palestinien, librairie. RV de 15 heures à 23 heures, Maison des Syndicats, place des terrasses de l'Agora, Évrÿ.

29 novembre, BDS, Mulhouse. Rassemblement de soutien aux douze militants poursuivis dans le cadre de la campagne BDS. RV à 8 heures devant le tribunal de Mulhouse.

29 novembre, réunion publique retraites, Grenoble. Le NPA Isère vous invite à un débat sur le thème : « Face à la casse sociale et aux politiques sécuritaires, quelles résistances ? », avec Basile Pot, cheminot, syndicaliste, membre de la direction du NPA. RV à 20 heures à la Maison du tourisme de Grenoble.

1^{er} décembre, rassemblement hôpitaux, Tarbes. Pour la défense des hôpitaux de proximité dans les Hautes-Pyrénées, rassemblement appelé par le Comité des usagers de l'hôpital public et pour le droit à la santé. RV à 17 heures devant la préfecture.

4 décembre, Forum des services publics, Paris. Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un Forum des services publics avec Stéphane Hessel, ancien résistant, Elisabeth Weissman, auteure de *La Désobéissance éthique*, Didier Magnin, « Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui », Bastien Cazals, instituteur désobéisseur. RV de 9 heures à 18h30, à la Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau, Paris 10^e (M^o Château-d'Eau). Informations détaillées : <http://resistancepedagogique.org/site>

7 décembre, réunion publique, nos réponses à la crise, Auch. Réunion publique avec Myriam Martin (membre du comité exécutif du NPA). RV à la salle du Bouldrome à 20h30.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Pendant les affaires, les attaques continuent

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

La santé est dans le collimateur avec la loi Bachelot. La réduction des dépenses sociales est à l'ordre du jour, avec la fermeture de lits et de services, voire d'hôpitaux de proximité, à tel point qu'on ne pourra plus parler de service public de santé. D'ailleurs le fait que le ministère de la Santé se soit transformé en simple secrétariat d'État doit nous interpeller et nous alerter. Tout comme les pistes avancées pour la prise en charge de la dépendance qui suivent la logique de la contre-réforme des retraites : le remboursement par la Sécurité sociale sera minimum. L'impôt affecté (CSG) ou une nouvelle « journée de solidarité » se substitueront au financement par les cotisations sociales. À cela s'ajoutera un financement individuel qui pourrait être gagé sur les biens de la personne ! Enfin, cerise sur le gâteau, le complément nécessaire pourrait alors être assuré par des mutuelles ou des assurances privées comme Malakoff Mederic (dirigée par le frère Sarkozy, Guillaume) et Axa qui sont déjà en embuscade. En un mot, la prise en charge de la dépendance ne coûtera rien aux patrons et sera supportée

par les personnes concernées et leurs familles. Sarkozy, Fillon et son gouvernement de « combat », comme il l'a lui-même qualifié, annoncent très clairement qu'ils veulent continuer de faire payer la crise à la majorité de la population. Pourtant le pouvoir est affaibli : il sort discrédité, illégitime même aux yeux d'une grande majorité de l'opinion. Les affaires se poursuivent, après Bettencourt, l'affaire Karachi connaît également des rebondissements. Sarkozy est directement compromis et mis en cause. Il ne s'agit plus d'une « fable » mais bien de faits concrets : des rétrocommissions sur des ventes d'armes au Pakistan auraient permis de financer la campagne présidentielle d'Édouard Balladur dont l'actuel président était le porteparole. Des pratiques frauduleuses donc, des malversations. Et puis aussi des victimes, les quinze de l'attentat de Karachi en 2002. Le moins qu'on puisse dire c'est que l'opacité règne. Il est plus que légitime d'exiger que toute la lumière soit faite et que Nicolas Sarkozy soit entendu par la justice. Pas de « chance » pour celui qui voulait sans rire « moraliser le

capitalisme », la France venant de prendre en charge la présidence du G20 pour un an. Période durant laquelle Sarkozy va pouvoir mettre en avant son programme que le président socialiste du FMI Dominique Strauss-Khan a vanté et qualifié d'ambitieux ! Cela étant, après l'échec du dernier G20, il devra sans doute réserver ses effets d'annonce. Dans un contexte de paralysie des outils de « gouvernance mondiale », pas sûr que les numéros de claquettes sur la scène internationale puissent faire oublier la politique intérieure. En tous les cas, pas de doutes, les attaques libérales vont continuer tous azimuts. En France et en Europe : les Irlandais goûtent pour la deuxième fois depuis le début de la crise à la potion amère « austérité ». Le tour des Portugais ne saurait tarder. Ici comme ailleurs, à nous de relever le défi dans le prolongement du formidable mouvement de ces derniers mois sur les retraites qui nous indique qu'il faut encore résister et se battre.

Myriam Martin

regards



Didier Super (DR)

Propos recueillis par Sylvain Pattieu

DIDIER SUPER est un personnage

Didier Super publie avec Emmanuel Reuzé (dessin) *La Vraie Vie de Didier Super* (Delcourt, 10,50 euros). Il a joué sa comédie musicale *Et si Didier Super était la réincarnation du Christ ? à la Bellevilloise, à Paris, en novembre.*

Pourquoi une BD ?

Manu Reuzé, le dessinateur, appréciait mes chansons et il m'a proposé de les mettre en BD. J'ai accepté mais j'ai trouvé plus intéressant de raconter mon expérience au sein de la production de disques et de concerts. Le sujet de la BD, c'est pourquoi les maisons de disques se cassent la gueule : ce n'est pas à cause du téléchargement illégal, pas à cause d'Internet, mais parce qu'elles vendent trop cher de mauvais disques. Les cassettes, les vinyles, étaient aussi copiés. Je viens du théâtre de rue : c'est là que j'ai créé le personnage de Didier Super et ses chansons. Cela me donnait une petite liberté par rapport aux maisons de disques, parce que je faisais mon boulot avant elles et que j'ai continué après. Quand mes chansons ont fait un buzz sur Internet, ce sont elles qui sont venues me chercher et j'ai fait le premier disque que je voulais faire, avec mes chansons. J'ai fait bosser un pote pour l'enregistrement, qui a failli ne pas être payé, mais j'ai pu imposer mes exigences et bosser à peu près comme je voulais. La petite maison de production s'appelait V2, elle a été rachetée par Polydor qui s'est retrouvé chez Universal, mais c'était les mêmes mecs. Ils ont commencé à me casser les couilles : « *t'es le nouveau Coluche, c'est super ce que tu fais, il faudrait que tu fasses un autre disque* ». Je leur ai proposé de faire un disque avec les chansons que j'aimais moins, celles que je ne chantais plus en concert. Ils ont accepté, ce qui les intéressait c'était la marque Didier Super, pas mon travail. J'ai accepté parce que ça me fait toujours marrer d'enregistrer mes chansons.

Quels sont tes projets ?

Mon succès en 2004 a été un feu de paille, pendant une année. Après ce buzz, j'ai fait de mauvais concerts, organisés par une société de tourneurs qui ne pensait qu'à l'argent. Les gens venaient voir un gentil débile, ils riaient mais ne comprenaient pas que Didier Super est un personnage, qu'il y a du travail derrière. Le succès m'a fait connaître, mais pas en bien. L'effet de mode n'est jamais très très bon, parce que le public ne vient pas voir un artiste mais consommer une vedette. Le jeune fan à la con n'est pas capable de considérer l'artiste au même titre qu'un boulanger. Or l'artiste, c'est un artisan, un bon boulanger. Je ne veux pas être démagogique avec ce genre de public. Universal a aujourd'hui rompu mon contrat, ils ne savaient que faire de moi, je ne le regrette pas, même si je trouve pas très correcte la manière dont ça s'est passé. Mais sur le fond, c'était un constat de non-lieu dans nos relations de travail. Mon boulot reste le spectacle de rue. Depuis que je ne fonctionne plus avec de grosses machines, je n'ai jamais autant tourné. Même si les centres culturels hésitent, j'ai 60-70 dates. J'ai fait d'abord un concert sans musique, un solo comique dans lequel je précisais bien, avec ce titre, que je ne chanterai pas mes chansons. Je fais maintenant une comédie musicale avec des potes, l'histoire d'un chanteur engagé qui a perdu toute raison de se plaindre. Il part à la quête du fumier à cause de qui ce monde va si mal. Une comédie musicale, c'est bien, c'est une pièce de théâtre de merde entrecoupée de chansons.

Tu sais que, même au second degré, tes chansons choquent parfois dans les milieux de gauche radicale ?

C'est marrant, je suis sympathisant d'extrême gauche, mais c'est là où je m'attire le plus d'animosité. Dans les milieux alter, beaucoup de gens se prennent pour de vrais gentils qui ont le bon goût du savoir-vivre. J'avais accepté de participer à un concert de soutien aux faucheurs volontaires, par exemple. On s'est fait virer en plein milieu du concert par les organisateurs, qui nous ont demandé de tout arrêter. Le mec qui faisait le son s'est fait insulter. On venait de chanter une chanson où on disait qu'il fallait brûler les enfants, et après notre départ un mec vient sur scène et dit sérieusement : « *C'est pas vrai ce qu'ils disent, c'est pas bien de brûler les enfants !* » C'est dommage d'en arriver là alors qu'on venait bénévolement ! Bon, la BD montre qu'avec le fonctionnement du système musical, un artiste ne peut pas être de droite, une vedette si ! Au fait, le NPA, vous serez jamais élus, y a trop de vieux dans ce pays, ils ont arrêté de croire toutes vos conneries !



Budget: faux débats, vraies questions

À travers le débat sur le budget et la réforme fiscale annoncée par Sarkozy, c'est de la gestion des affaires des classes possédantes que discutent gouvernement et parlementaires.

« **A**près une décennie d'insouciance budgétaire, il n'est plus l'heure de rêver à un rétablissement spontané des finances publiques par le miracle de la croissance économique. » C'est ainsi que le député UMP Gilles Carrez, rapporteur du projet, introduisait il y a un mois la présentation du budget 2011, voté la semaine dernière par les députés et actuellement examiné par le Sénat.

L'objectif officiel en est de faire passer le déficit de l'État de 152 milliards d'euros en 2010 à 92 milliards en 2011. Mais à l'exception de quelques réductions d'avantages pour les plus riches, comme l'augmentation du taux d'imposition de la tranche la plus haute de revenus de 40 à 41% ou la diminution de 75 à 50% du taux de réduction de l'impôt sur la fortune (ISF) pour les sommes investies dans les PME, c'est sur les couches populaires que le gouvernement fait peser les sacrifices pour réduire les déficits. Outre les suppressions de postes dans la fonction publique, plus de 30 000, la réduction du nombre de contrats aidés, pour ce qui est du volet dépenses, le gouvernement a prévu l'augmentation de la redevance télé, à 123 euros, la hausse de la TVA, à 19,6%, sur les forfaits internet-télévision-téléphone, la suppression de l'avantage fiscal constitué par la possibilité de faire trois déclarations l'année du mariage, pacs ou divorce... Quant aux niches fiscales, le

« coup de rabot » promis pèsera essentiellement sur des couches sociales qui ne font pas partie des plus riches. C'est le cas, par exemple, de la suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunts immobiliers, une des mesures phares de Sarkozy censée aider les plus défavorisés à acheter un logement. Qui plus est, libérés de la pression de la mobilisation, Sarkozy et ses ministres veulent pousser l'avantage pour annoncer une réforme fiscale qui devrait être discutée en juin prochain. Ils entendent entre autres supprimer l'ISF en même temps que le bouclier fiscal, sous couvert de convergence avec la fiscalité allemande et parce que le bouclier fiscal n'aurait été inventé que pour pallier les inconvénients de l'ISF. Or celui-ci rapporte à l'État 4 milliards d'euros quand le bouclier fiscal, devenu en outre trop impopulaire, lui fait déboursier 600 millions.

LE MEDEF EN EMBUSCADE

À l'Assemblée, les débats ont été houleux entre le gouvernement et les parlementaires de la majorité lors de la discussion de certains articles du budget qui égratignent plus ou moins le patronat. Et le Medef lui-même s'est insurgé contre la disparition d'un dispositif favorable « aux

31638 POSTES DE FONCTIONNAIRE SUPPRIMÉS



jeunes entreprises innovantes», tant les classes dirigeantes ont l'habitude de défendre bec et ongles leurs intérêts et leurs privilèges. Mais la question essentielle n'a pas été abordée: d'où vient le déficit colossal de l'État, à 152 milliards aujourd'hui alors qu'il était de 56 milliards d'euros en 2008, avant les plans de renflouement des banques et des multinationales au nom de la relance? Pas un mot sur les montants faramineux des cadeaux de l'État aux plus privilégiés. Si ce n'est justement par... le Medef qui a annoncé la publication dans les jours qui viennent d'un contre-rapport au rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (qui fait partie de la Cour des comptes), lequel a révélé récemment que 172 milliards d'euros d'exemptions

d'impôts ou de cotisations sociales sont offerts actuellement aux entreprises à travers plusieurs centaines de niches fiscales. L'affaire Woerth-Bettencourt et la mobilisation sur les retraites avaient mis au premier plan de l'actualité la répartition scandaleuse des richesses. Soucieux de masquer leur racket des finances publiques, les classes possédantes ne supportent pas le moindre contrôle sur les comptes de l'État qui les sert si généreusement. C'est leur intérêt. Le nôtre, celui de toute la population, c'est au contraire imposer notre contrôle sur les comptes des grandes entreprises et de l'État.

Galia Trépère



Par Sandra Demarcq

TOUJOURS LÀ!

Malgré la promulgation de la loi injuste et inégalitaire sur les retraites, la journée de mobilisation du 23 novembre a rassemblé beaucoup de monde dans plus de 200 rassemblements, manifestations, meetings, à travers le pays. Au moment où certains amis du « président des riches » parlent de « combat d'arrière-garde », de nombreux salariés du public, du privé ainsi que des jeunes étaient présents pour revendiquer l'abrogation de la loi, mais aussi plus globalement pour exprimer l'illégitimité de cette politique taillée sur mesure pour les marchés financiers et les plus riches. Cette journée a donc été une piqûre de rappel au patronat et au gouvernement. Le message: les braises de la colère brûlent toujours et le mouvement social peut rebondir à tout moment. Les raisons sont nombreuses pour cela, il a suffi d'écouter la prestation télévisée de Sarkozy pour le comprendre. Le gouvernement Fillon III continuera de mener une politique de combat contre le monde du travail, les jeunes, les immigrés, les précaires et les chômeurs. Comme il l'a déjà annoncé, le 23 novembre: « nous ne changerons pas de cap parce que nous sommes engagés par la campagne de 2007 et l'élection du président de la République ». La continuité donc d'une politique de casse sociale des services publics mais généreuse avec les patrons qui suppriment des emplois comme dans l'automobile ou chez Thales. Cette politique d'austérité, de casse sociale est menée partout en Europe pour nous faire payer la facture de leur crise. Et face à cela, des résistances sociales, des mobilisations voient le jour comme en Grande-Bretagne, au Portugal ou encore en Irlande. Il n'y a donc aucune raison de cesser de revendiquer, de se mobiliser. Et c'est maintenant que cela doit se passer, pas en 2012. Nous n'avons pas pu faire reculer le gouvernement sur les retraites mais nous ne sommes pas KO, et nous savons que la force du nombre est essentielle pour gagner.

Karachi: le bal des ripoux

Pas un jour ne passe sans que de nouvelles révélations éclairent les circonstances de l'attentat de Karachi. Après la fin de non-recevoir opposée par Fillon sur une éventuelle perquisition de la DGSE, Juppé déclare qu'il transmettra toutes les pièces. Après l'audition par le juge d'instruction de Charles Millon, ministre de la Défense de Chirac en 1995, l'état s'était déjà resserré autour de Sarkozy, Balladur, Hortefeu, etc. Millon a en effet confirmé qu'à la demande de Chirac, il avait dès son entrée en fonction remis à plat les commissions concernant les contrats de vente d'armes et, en particulier, avait annulé celles liées aux contrats Agosta et Sawari II, prévoyant la vente par la France de sous-marins au Pakistan et de frégates à l'Arabie saoudite. « Pour le contrat pakistanais, au vu des rapports des services secrets et des analyses qui ont été effectuées par les services du ministère, on

a eu une intime conviction qu'il y avait rétrocommissions », déclarait-il. Ce témoignage donne ainsi crédit à la thèse selon laquelle l'attentat perpétré à Karachi en 2002 et ayant entraîné la mort de quinze salariés (dont onze Français) de la Direction des constructions navales ne serait pas l'œuvre d'Al Qaïda comme a tenté de le faire croire le juge Bruguières pendant des années, mais une vengeance de la part de militaires pakistanais auxquels l'État français avait coupé les vivres. Cette affaire est significative des scandales qui se produisent à la tête de l'État. Ainsi, comme de vulgaires marchands de tapis, les gouvernements pouvaient, jusqu'en 2000, payer des intermédiaires dont le rôle était de convaincre un gouvernement d'acheter les sous-marins français. On est loin de la concurrence libre et non faussée prônée par les tenants du libéralisme. Là où cela devenait illégal,

c'est quand l'intermédiaire reversait en douce une partie de cette commission (rétrocommission). C'est donc ce qui se serait passé en 1994/95. Balladur, Premier ministre, décide de se présenter contre Chirac, mais ne dispose pas de l'appareil ni du soutien financier du RPR. Aidé de son ami et ministre des Affaires étrangères, François Léotard, il change d'intermédiaires dans la négociation des contrats au profit du Libanais Ziad Takieddine. Celui-ci encaisse la commission et en reverse une partie pour financer sa campagne. Un bordereau de caisse de l'association de campagne de Balladur, produit par Médiapart, atteste du versement de plus de 10 millions de francs en billets de 100 et 500 francs. Tout aurait pu continuer si Chirac, dont le Premier ministre n'était autre que Juppé, n'avait pas été rancunier. Finalement élu en 1995, il décide de faire payer sa trahison à Balladur et fait annuler ces

commissions. Résultat: ce sont les salariés de DCN qui paient la facture. Cette affaire rocambolesque a failli être étouffée et il n'est pas encore certain que tous ceux qui y ont trempé seront jugés. Depuis des mois, le juge d'instruction ne parvient pas à obtenir les auditions des parlementaires qui avaient été entendus. Elles sont classées secret défense. En outre, un des principaux acteurs de l'affaire n'est autre que Sarkozy lui-même. Ministre du Budget sous Balladur, il visait les contrats passés par l'armée. Il aurait également donné son aval à la création au Luxembourg d'une société pour faire transiter les fonds. Enfin, il était porte-parole de la campagne de Balladur. Sarkozy qui n'a pas de mots assez durs contre les délinquants, la racaille doit être jugé. Il est temps que la justice cesse de ne s'appliquer qu'aux faibles quand les puissants se vautrent dans l'impunité. **Dominique Angélini**

en bref...

Mediator: 500 décès qui posent la question de l'indépendance! Il aura fallu attendre 2009 et l'acharnement du docteur Irène Frachon pour que le Mediator des laboratoires Servier, accusé d'avoir causé plus de 500 morts, soit retiré du marché par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps). Une attente coupable puisque cet antidiabétique, largement utilisé comme coupe-faim, avait été retiré du marché américain dès... 1997. En France, la revue indépendante *Prescrire* avait déjà tiré la sonnette d'alarme sur ce produit responsable de destruction des valves cardiaques. Un scandale de plus pour l'Afssaps, une autorité vampirisée par sa collusion avec les laboratoires pharmaceutiques. Sur 675 personnes siégeant dans cette organisation, 62,4% déclarent avoir des intérêts dans l'industrie pharmaceutique. Une

structure publique censée être « indépendante », mais financée (en 2003) à 83% par l'industrie pharmaceutique et à seulement 6,4% par l'État, qui devrait s'en retirer définitivement en 2011. Ce scandale sanitaire a fait gagner 1 milliard d'euros au groupe français Servier. Son PDG avait reçu la Légion d'honneur de Sarkozy en personne avec ces mots : « Vous n'avez eu de cesse de prendre des risques [...] Vous critiquez l'empilement des normes, des structures et vous avez raison. » C'est dire que Sarkozy n'a pas peur de confier notre santé aux labos et aux assureurs. Dans le nouveau gouvernement, en charge de la santé : Nora Berra qui travaillait pour les laboratoires entre 1999 et 2009 ; Xavier Bertrand, un ancien responsable des assurances ; Roselyne Bachelot, une autre ancienne de l'industrie pharmaceutique.

Après avoir organisé la casse de l'hôpital public avec la loi HPST, elle va piloter le dossier de la « dépendance », annoncée par Sarkozy comme la « grande réforme » de la fin du quinquennat. Si on se souvient que les experts de sa grippe étaient en fait liés à l'industrie de la vaccination, on voit dans quel sens iront ses « solutions », celle des assurances privées.

PS pour Parti sécuritaire ? Le Parti socialiste a décidé de concurrencer Sarkozy sur son thème de prédilection, la sécurité, et a dévoilé son *Pacte national de protection et de sécurité publique*. Il y insiste sur la nécessité d'accroître la présence quotidienne des gendarmes et des policiers, de déployer une police des quartiers et de créer des centres de placement immédiat pour les mineurs délinquants. Sur le fond, le PS cherche avant tout

à montrer qu'il ne sera pas laxiste et que l'amélioration de la sécurité passe par l'augmentation de la répression. Une des mesures prônées est « *Se donner les moyens de répondre à toutes les infractions* ». Le PS déplore, en effet, que 50% des peines de moins d'un an de prison ne soient pas appliquées, mais ne dit pas un mot sur tous les condamnés qui ne devraient pas l'être à l'image des militantEs du mouvement social, des personnes solidaires des sans-papiers, sans compter tous ceux qui ont recours au vol pour se nourrir, au squat pour se loger, etc. Pas un mot non plus, dans le chapitre consacré aux mineurs délinquants, sur les suppressions de postes dans l'éducation. Ces propositions ont un fort relent de la campagne Royal en 2007 qui promettait l'encadrement militaire des jeunes. Aujourd'hui, l'ensemble du parti soutient ces propositions.

L'autre bataille des retraites

Les syndicats et le Medef devaient se rencontrer le 25 novembre afin de se mettre d'accord sur les retraites complémentaires. En effet, l'Association pour la gestion du fond de financement (AGFF) qui gère les cotisations finançant les retraites complémentaires entre 60 et 65 ans est censée s'arrêter le 31 décembre 2010.

Versées par deux organismes paritaires, l'Arcco (pour tout le monde) et l'Agirc (pour les seuls cadres), les retraites complémentaires concernent 18,5 millions de salariés du privé et représentent entre un tiers et deux tiers (pour les cadres) du montant des pensions. Contrairement à ce qui existait, depuis 1983, pour le régime de base géré par la Sécurité sociale, l'âge auquel on pouvait percevoir la retraite complémentaire est resté fixé à 65 ans. Mais pour ne pas pénaliser les salariés partant à 60 ans, un accord avait été conclu avançant à cet âge son versement par le biais de l'AGFF.

Contrairement à la retraite de base, la retraite complémentaire est un système par points. Les cotisations versées permettent d'acheter des points à une valeur fixée par les régimes. Cumulés tout au long de la carrière, ils donnent lieu à une pension en fonction de leur valeur au moment de la liquidation de la retraite. Or, on assiste à une baisse continue du « rendement » des cotisations. Ainsi, pour 100 euros de cotisations, l'Agirc reverse 6,70 euros en 2010 contre 7,60 euros en 1999, soit une baisse de 13,5% du « taux de rendement » en dix ans!

Les négociations porteront sur différentes questions. La première est de savoir si le recul de l'âge de la retraite à taux plein à 62 ans sera appliqué également aux retraites complémentaires, ce qui signifierait, pour les salariés qui s'arrêteront avant, une double décote, du régime général et du régime complémentaire. Mais le Medef pourrait aller plus loin en repoussant l'âge légal pour les retraites complémentaires à 65 ans, comme il a déjà essayé plusieurs fois de l'imposer. Si c'est le cas, les salariés partant à la retraite avant 65 ans, même s'ils ont atteint l'âge légal et justifient du nombre de trimestres nécessaires pour une retraite à taux plein dans le régime de base, pourraient subir une décote allant jusqu'à 22% de la part complémentaire de leur pension. Enfin, les régimes de l'Arcco et de l'Agirc ayant cumulé 600 millions d'euros de déficit, le Medef, qui pourrait en cela être suivi de la CFDT, risque de remettre en cause les bonus que touchent les familles ayant élevé trois enfants (5% de plus pour l'Arcco et 8% pour l'Agirc).

L'accord devrait être reconduit dans l'état jusqu'en mars ou juillet 2011, mais d'ici là des négociations devront avoir lieu. Même s'il n'est pas sûr que dans le climat social d'après la bataille pour les retraites, le Medef cherche une nouvelle provocation à la révolte, la pression des militants qui n'ont toujours pas accepté la contre-réforme doit aussi s'exercer sur les syndicats. Il est donc important de ne pas laisser passer trop de temps. Et dans cette perspective, le report des discussions à mars ou juin jouerait en défaveur de l'intérêt des salariés. Nous devons exiger, non seulement la reconduction de l'accord mais une amélioration du « rendement » des cotisations et à terme une remise en cause du régime par points pour des pensions indexées sur les salaires. La bataille pour les retraites n'est pas terminée et il s'agit de rester mobilisés.

Dominique Angelini



Le Mans, 20 novembre. Congrès du Parti de gauche. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Le Parti de gauche en ordre de bataille pour 2012

Le deuxième congrès du Parti de gauche a validé l'orientation de cette organisation dans le Front de gauche et a réaffirmé la nécessité d'une révolution citoyenne comme solution aux politiques libérales et à la crise. Jean-Luc Mélenchon a réuni autour de lui l'ensemble des militantEs.

Du 19 au 21 novembre, se tenait au Mans (Sarthe) le deuxième congrès du Parti de gauche, rassemblant environ 700 délégués. L'objectif de ces trois jours était de consolider l'orientation et les statuts du parti tout en préparant le terrain pour 2012. Et pour y arriver, tout avait été pensé dans le moindre détail. Une préparation minutieuse qui ne laissait guère de place à l'improvisation et donnait parfois l'étrange sensation d'assister à un meeting. Les intervenantEs se sont succédé à la tribune tout au long du week-end pour rappeler les points fondamentaux de l'identité politique du PG : refus des politiques libérales, féminisme, laïcité, internationalisme... Vendredi, le congrès s'ouvrait sur le rapport d'activité et la satisfaction des deux années écoulées, celle d'avoir su « prendre des risques » (la constitution du Front de gauche qui n'a donné lieu à aucune intervention de délégué). Puis venaient la modification des « statuts transitoires

et la présentation du texte « *Le parti que nous voulons* ». Une commission d'une dizaine de membres du Bureau national (BN) avait recensé les amendements, intégré certains, réécrit et rejeté d'autres pour n'en retenir que quelques-uns à soumettre au vote des délégués. Le non-cumul des mandats électifs et l'impossibilité d'enchaîner plus de deux mandats d'élus (amendements votés majoritairement) a fait sortir le président du PG de ses gonds ! Samedi s'ouvrait sur la présentation de la motion d'orientation centrée sur les développements de la crise, l'écologie, la crise politique européenne et française, la nécessité d'une « révolution citoyenne » et enfin la construction – et l'élargissement – du Front de gauche autour du « programme partagé » comme solution... pour terminer sur les échéances électorales. Un amendement intégrant les mobilisations sur les retraites et des propositions politiques : en finir avec la V^e République, pour une assemblée constituante, était

proposé par le BN. Peu de débat, peu d'analyse, mais un leitmotiv : le référendum ! Après une série d'interventions, la commission des débats présentait ses travaux : sur les 130 amendements issus des comités, certains ont été intégrés et d'autres, relevant du programme, ont été écartés pour être éventuellement intégrés dans des fiches programme. Restaient trois amendements soumis au vote. Seul celui présenté par le BN a été plébiscité et la motion d'orientation générale a été adoptée par 460 voix pour, 1 contre et 31 abstentions, dans une ferveur générale. Convaincus de jouer la « bonne carte » avec Mélenchon, les congressistes, hypnotisés par leur président, n'ont eu de cesse de scander l'unité, celle où ils verraient bien leur révolution citoyenne. L'unité pour un projet réformiste réactualisé qui pose des conditions au PS pour participer à un gouvernement, comme s'il y avait des chances que DSK ou Martine Aubry repreneurent à leur compte, par

exemple, la rupture avec le traité de Lisbonne... Nul ne peut le nier, ce discours séduit. Mélenchon a tout naturellement prôné la « *refondation républicaine des institutions et de la société* » dans son monologue dominical, qui, pour une fois caressait dans le sens du poil le PCF. Oui, le PG grandit, se structure, grossit (avec près de 8000 adhérents et 290 comités) et se féminise (avec Martine Billard comme coprésidente et Mélenchon en guest-star), en rêvant d'un Front de gauche fort comme en Amérique latine, cette autre gauche seule capable de proposer l'alternative. Mélenchon, en bon politicien, a prouvé qu'il était déjà prêt pour 2012. Tribun, il a rassemblé l'ensemble de son organisation autour de lui dans un congrès réglé comme du papier à musique. Joli tour de force. Mais qui ne résout aucun des problèmes politiques posés par la situation.

Coralie Wawrzyniak

Solidarité avec le peuple sahraoui



Sahara occidental, le 8 novembre. Les forces marocaines ont attaqué un camp abritant plus de 20 000 personnes (REUTERS/HO NEW)

L'agression provocatrice marocaine du 8 novembre contre les Sahraouis qui a fait des dizaines de morts et plus de 4 500 blessés est intervenue au moment où devaient reprendre à New York, les négociations entre le Front Polisario et le Maroc, sous l'égide des Nations unies.

Le Sahara occidental est un territoire de 266 000 km² et de 400 000 habitants situé sur la côte africaine, entre le Maroc et la Mauritanie. En 1975, l'Espagne alors puissance coloniale s'en est retirée, et le Maroc l'a immédiatement envahi et annexé contre l'avis de sa population. Ont suivi quinze ans de guerre entre le Maroc et le Front Polisario représentant du peuple sahraoui, avant qu'en 1991 l'ONU n'obtienne un cessez-le-feu avec la promesse d'un référendum d'autodétermination. Depuis lors, le régime marocain bloque le processus, organise le pillage des ressources et réprime la population sahraouie. Le NPA s'est associé à l'appel unitaire ci-dessous, dénonçant la complicité de Sarkozy avec la dictature marocaine.

Solidarité avec le peuple sahraoui Assez de répression ! Autodétermination !

L'assaut criminel des forces policières et militaires marocaines, le 8 novembre, contre le camp de Gdeim Izik abritant plus de 20 000 Sahraouis a été suivi par une violente répression des manifestations pacifiques de solidarité dans les villes sahraouies. Alors que les familles sahraouies enterrent leurs martyrs dans

la douleur et la dignité, le déchaînement de violence des forces d'occupation se poursuit. Les maisons sahraouies sont perquisitionnées et détruites, des centaines de Sahraouis sont arrêtés, tabassés et torturés. Le bilan s'alourdit de jour en jour : des blessés meurent faute de soins, de nouveaux cadavres sont retrouvés et on compte des centaines de disparus. Plus de 400 militants sahraouis sont détenus sans contact avec leurs familles ; huit d'entre eux, dont Ennaâma Asfari, coprésident du Corelso, ont été déférés devant un tribunal militaire.

Pour ne pas avoir de témoins de ses exactions, le Maroc filtre toujours l'accès des journalistes et observateurs internationaux au Sahara occidental. Il donne des informations mensongères et poursuit une intense campagne de propagande dans les médias pour dénaturer la lutte du peuple sahraoui. Il a reçu le soutien du gouvernement français qui a empêché le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni le 17 novembre, d'envoyer une mission d'enquête internationale sur place.

Face à la poursuite de la répression dans les territoires occupés, il faut renforcer la mobilisation internationale. Après le succès des manifestations du 10 novembre devant l'ambassade du Maroc, du 13 novembre au Châtelet et du 20 novembre

place du Trocadéro à Paris, nous appelons à intervenir auprès des élus, à signer la pétition en ligne¹ et à participer aux actions qui seront mises en œuvre : manifestations, rassemblements, délégations, pétitions... pour dénoncer la position du gouvernement français complice du Maroc et exiger :

- l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés ;
- la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis ;
- le libre accès des journalistes et observateurs internationaux ;
- l'envoi d'une mission internationale d'enquête et de surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental ;
- l'organisation rapide du référendum d'autodétermination.

Signataires : Acca, Afaspa, Afapredesa, Apso, Arac, Asei, Association des amis de la RASD, Association des Sahraouis en France, CLSPS, Corelso, Droit solidarité, FTCS, Mouvement de la paix, Mrap, Plateforme de solidarité avec le peuple du Sahara occidental, Survie.
Avec le soutien de : Fase, Les Alternatifs, Les Verts, NPA, PCF, CGT, Union syndicale Solidaires.

Contact: J.-P. Le Marec plateformeSO@gmail.com

1. www.cyberacteurs.org/actions/index.php

Répondre aux besoins sociaux

GUINÉE. Après le deuxième tour des élections qui s'est traduit par la victoire d'Alpha Condé, le mouvement social attend des réformes dans le pays.

La victoire avec 52% des voix au second tour de l'élection présidentielle du dirigeant du RPG, Alpha Condé, est une surprise alors qu'au premier tour il n'avait obtenu que 18% des voix face à son rival Cellou Dalein Diallo qui en comptait plus du double. Ce retournement tient à la constitution du large front électoral où se sont retrouvés des candidats du premier tour, anciens ministres du dictateur Lansana Conté, ou des partisans du capitaine Dadis Camara, impliqué dans le massacre du stade de Conakry¹.

Contrairement à Cellou Dalein Diallo, l'ancien Premier ministre de Lansana Conté qui passa le plus clair de son temps entre le FMI et la Banque centrale américaine, la biographie du nouveau président, Alpha Condé, est plus sympathique. Ancien dirigeant d'une organisation étudiante anti-impérialiste, proche des milieux marxistes, il resta un opposant acharné aux dictatures de Guinée. Cela n'en fait pas pour autant un partisan de la rupture avec le système néocolonial. Désormais adhérent à l'Internationale socialiste, il s'est évertué à donner des gages de continuité du système.

Les élections se sont terminées par des tensions ethniques préoccupantes qui ont provoqué au moins sept morts à cause de la férocité avec laquelle la police et l'armée sont intervenues. Ces conflits ethniques sont alimentés par la misère. La plupart des quartiers populaires n'ont ni électricité ni eau courante, les systèmes sanitaire et éducatif sont délabrés et le chômage est endémique. Les carences de l'État sont telles que chacun se réfugie dans sa communauté. Les partis politiques, qu'ils le veuillent ou non, reflètent les différentes communautés composant la Guinée et leurs candidats n'ont pas été irréprochables en matière de discours ethnique.

Alpha Condé hérite d'un pays profondément divisé avec une armée qui continue de représenter un danger pour les libertés publiques. Un pays aussi gangrené par la corruption et le trafic de drogue au plus haut niveau de l'État.

Les premières déclarations d'Alpha Condé ne devraient pas inquiéter l'impérialisme. Pour réformer l'armée, il compte sur l'aide des États-Unis et de la France et reste d'une grande prudence pour les contrats d'exploitation des mines de bauxite : « Il y a des contrats scandaleux et certains sont en effet peut-être à revoir [...] il ne s'agit pas que de renégocier, il faut établir une véritable politique en ce domaine et la Banque mondiale peut nous y aider ».

Les élections présidentielles ont provoqué un attentisme dans le mouvement social, y compris dans les organisations syndicales particulièrement puissantes dans le pays. Elles peuvent maintenant exiger la fin de l'impunité des responsables des nombreuses répressions, la pleine transparence sur tous les contrats miniers et imposer que leurs bénéfices financent les besoins sociaux des populations.

Paul Martial

1. Le 28 septembre 2009, une manifestation pacifique organisée par l'opposition au stade de Conakry est violemment réprimée par l'armée qui tire dans la foule, faisant plus de 150 morts.

en bref...

Bosnie : l'Europe interdite aux Arabo-musulmans. Dorénavant les ressortissants de Bosnie et d'Albanie seront exemptés de visa pour se rendre en Europe. Cette mesure est toutefois réversible. En Bosnie, elle concerne les seuls musulmans, les Serbes et les Croates ayant souvent la double nationalité. Et les autorités bosniennes ont dû, au préalable, prendre diverses mesures pour se conformer aux exigences de la communauté internationale. Les accords de Dayton de 1995 ont placé la Bosnie sous tutelle de la communauté internationale et donné 30 jours aux combattants étrangers pour quitter le pays. Pour beaucoup d'entre eux, ces combattants n'étaient plus étrangers, mais Bosniens. Promulguée en 2005, la loi portant révision de la nationalité prévoit d'examiner les modalités de son obtention pour ceux qui l'auraient acquise entre avril 1992 (début de la

guerre) et 2006. C'est donc avec l'assentiment de l'Europe et des États-Unis que le pouvoir de Bosnie Herzégovine a concocté une loi ad hoc lui permettant de se débarrasser des ressortissants venant de pays arabes ou musulmans et vivant depuis 10 ou 30 ans sur son sol. Officiellement, la nationalité a été ôtée à 441 ressortissants bosniens, les Turcs, les Égyptiens, les Syriens, les Soudanais, les Tunisiens, les Algériens et les Jordaniens en constituant l'essentiel. Nombre d'entre eux, originaires de pays dans lesquels ils seraient en danger d'être tués ou torturés, ont demandé l'asile ou le droit au séjour qui leur ont été refusés, alors que leurs épouses et leurs enfants sont bosniens. Devenus sans-papiers alors qu'ils avaient été reçus à bras ouverts, ils ont multiplié les manifestations à Zenica et Sarajevo et engagé des procédures devant la Cour suprême de Bosnie, puis devant la Cour européenne des

droits de l'homme. En parallèle, des dizaines d'autres ont pris la fuite, souvent avec leurs familles bosniennes, pour demander l'asile en Europe ou continuer d'errer à la recherche d'un pays d'accueil. Certains de ces pays n'ont pas hésité à les renvoyer dans leur pays d'origine où ils ont été immédiatement arrêtés, torturés et emprisonnés. Quant aux personnes placées au centre de rétention de Lukavica, soudainement considérées comme une menace pour la sécurité du pays, si trois d'entre elles ont été expulsées, cinq autres y sont depuis plus d'un an et une depuis deux ans, la rétention s'avérant de facto illimitée. **Luiza Toscane**
Lendemain d'élections en Grèce. Après les élections, trois mobilisations ont confirmé la dynamique à gauche du Pasok : le 15 novembre, d'importants rassemblements et manifs à l'appel du KKE (PC grec) et de la gauche anticapitaliste

et radicale contre l'arrivée des représentants du FMI et de l'Union européenne. Le 16, un meeting organisé rapidement par Antarsya à l'École Polytechnique d'Athènes a rassemblé plus de 1 000 participants (salle trop petite!) avec interventions des nouveaux élus. Et le 17, la manif de commémoration du massacre des étudiants en 1973 a rassemblé 50 000 personnes à Athènes, des dizaines de milliers dans le pays, avec un nombre impressionnant de jeunes ! Par contre, le 16, les milliers de musulmans qui voulaient célébrer l'Aïd n'ont pu le faire que dans la rue : il n'y a toujours pas de mosquée dans la région d'Athènes et, dans un quartier où les nazillons ont fait jusqu'à 20%, les centaines de personnes priant sur la place ont dû être stoïques face aux insultes et menaces des fascistes et de leurs fans. Il y a urgence à construire une riposte antiraciste ! **A. Sartzekis**

Le Portugal dans la tourmente

Contre la politique libérale et impérialiste

Le Portugal vient de connaître une semaine qui l'a placé au cœur de l'offensive diplomatique, militaire et financière des classes dominantes qui combine l'austérité et la rigueur contre les travailleurs et les classes populaires à l'offensive impérialiste contre les peuples. Au cœur aussi des révoltes, il est des luttes qui combinent le refus de payer les frais de leur crise et la contestation de la politique des grandes puissances pour maintenir leur ordre mondial, leur domination.

Obama et Medvedev avaient fait le déplacement pour ce qui était annoncé comme « l'un des plus importants sommets de l'histoire de l'Otan ». Les maîtres du monde avaient en effet rendez-vous pour, dans la continuité du sommet de Strasbourg d'avril 2009, adopter leur stratégie à ces « temps incertains et dangereux du début du XXI^e siècle » selon les mots de Madeleine Albright. Et en particulier discuter de la coopération avec la Russie, clé d'une nouvelle politique d'alliance « variable et flexible » visant à élargir le vieux cadre de l'Otan issu de la guerre froide.

Le redéploiement des grandes puissances sous la direction des USA cherchent à anticiper les effets de la crise économique qui déstabilise les rapports internationaux, exacerbe les tensions entre les nations, comme elle exacerbe les tensions entre les classes.

Plus de 20 000 manifestantEs se sont retrouvés à Lisbonne le 20 novembre pour dénoncer « cette association de criminels » qu'est l'Otan, affirmer leur refus d'accepter les sacrifices alors que les gouvernements dépensent des milliards dans l'armement. Pour appeler aussi à la grève générale qui, à l'heure où paraît ce numéro, paralyse le Portugal. À l'appel de la CGTP et de l'UGT, des millions de travailleurs portugais sont en grève pour dire leur rejet de la politique d'austérité mise en œuvre par le gouvernement socialiste de José Socrates avec le soutien, au Parlement, de la droite.

Ce nouveau plan drastique alimentera les profits des banques européennes qui détiennent la dette portugaise au prix d'une aggravation de la récession engendrant chômage, bas salaires, misère.

L'austérité imposée aux peuples et le militarisme des grandes puissances participent d'une seule et même politique, celle des classes dominantes impérialistes qui veulent préserver leurs privilèges exorbitants. Une même politique à laquelle les travailleurs et les peuples opposent une autre politique qui défende leurs droits, les intérêts du plus grand nombre, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur coopération démocratique à l'échelle internationale.

Nous ne paierons pas les frais de leur crise, nous ne paierons pas leur sale guerre !

Nouvelle stratégie, vieux objectifs

Le sommet de Lisbonne a entériné le nouveau « concept stratégique » de l'Alliance atlantique adapté au monde éclaté et instable né de la mondialisation libérale 20 ans après la fin de l'URSS. Constituée après la Deuxième Guerre mondiale sous la houlette des USA pour défendre les intérêts des grandes puissances face à l'URSS durant la Guerre froide, alliance politico-militaire des grandes puissances occidentales, l'Otan n'a plus le prétexte de la prétendue menace de l'URSS. Elle doit trouver de nouvelles justifications à son redéploiement dans le but de jouer les gendarmes du monde. Obama invoque « les défis sécuritaires du XXI^e siècle, de la prolifération des armes nucléaires jusqu'à la montée de la violence extrême ». Autant dire que le nouveau concept est suffisamment fourre-tout pour inclure tout ce qui pourrait aller à l'encontre des intérêts des grandes puissances. Sont cités la lutte contre « le terrorisme », la « concurrence pour le contrôle des ressources énergétiques et des voies d'acheminement », le contrôle de la prolifération nucléaire provenant « des

pays lointains », les cyber-attaques, la piraterie maritime, la criminalité organisée... Il s'agit de justifier les pleins pouvoirs que l'Otan se donne elle-même au nom de la « Communauté internationale » pour étendre sa zone d'intervention hors des frontières des 28 pays de l'Alliance à l'ensemble du globe. Sa politique d'alliance se module en fonction de ce cadre, politique « flexible » selon les intérêts de ceux qui dirigent l'Otan, les USA. À capitalisme global, alliance globale... Elle vise à s'assurer des bases militaires sur tous les continents, accélérant la militarisation au prix d'une escalade de ses dépenses militaires qui représentent 75% de celles de la planète, soit 1 000 milliards d'euros. Les USA y pèsent pour plus de la moitié !

Ces dépenses ne cessent d'augmenter pour le plus grand profit des multinationales de l'armement, des dépenses contre les peuples et les travailleurs. Un gaspillage éhonté au service du militarisme des puissances impérialistes.

« Ancrer la Russie à l'ouest »...

Cette formule prêtée à Angela Merkel renvoie à une géographie un peu particulière, celle que tracent les intérêts des grandes puissances. Si la Russie n'est pas plus à l'Est qu'à l'Ouest aujourd'hui qu'hier, la Guerre froide est finie, la chute du Mur de Berlin a ouvert les portes à une nouvelle géographie politique des alliances. « Le sommet de Lisbonne fournit l'occasion d'ouvrir un nouveau chapitre, d'enterrer les fantômes du passé », avait déclaré le secrétaire général de l'Otan lors d'une conférence de presse à Moscou où il était allé inviter le président russe au sommet. Dmitri Medvedev en était la vedette. Il a accepté l'ouverture de nouvelles voies d'approvisionnement pour les forces de l'Otan déployées en Afghanistan, une collaboration

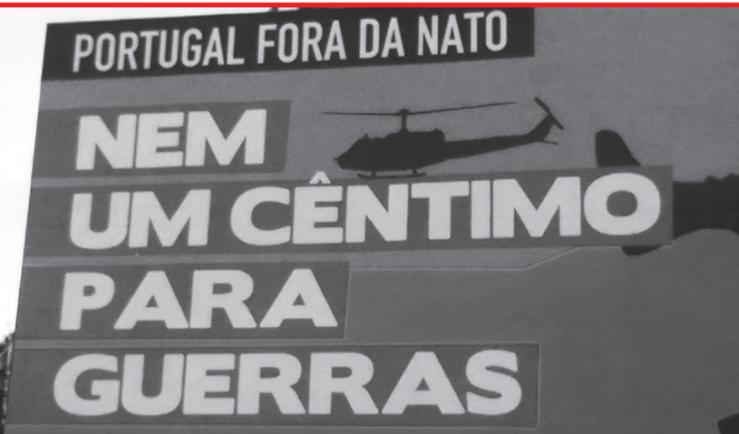
militaire qui se monnaie cher, 1 800 dollars le conte-neur. Moscou fournira des hélicoptères à l'armée afghane. Mais surtout, ce que voulait Obama, c'était obtenir une coopération russe sur son projet de défense antimissile en Europe justifié par la menace éventuelle constituée par l'Iran. Moscou craignait de se prêter à une manœuvre qui se retourne contre la Russie, que le réseau d'alliance qui s'organise autour du « bouclier » ne se fasse à son détriment. Mais la réalité des rapports de forces ne lui laissait guère le choix que d'aller plus avant dans la voie de la coopération voulue par Obama, d'autant que l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine est remise à plus tard.

Imposer le retrait des troupes d'Afghanistan

« Nous l'emporterons en Afghanistan » fanfaronne Rasmussen, le Secrétaire général de l'Otan. Derrière les rododendres, l'échec des USA en Afghanistan est évident. Les armées d'occupation s'enlisent dans le borborygme d'une occupation sans issue. L'année 2010 a été la plus meurtrière des neuf années d'occupation. L'envoi de renforts décidé par Obama sous couvert de permettre une victoire qui aurait rendu possible le retrait des troupes n'a en réalité fait qu'aggraver l'instabilité de la région. De plus en plus, les multiples déclarations officielles, en particulier américaines, sur le retrait des 120 000 soldats, initialement annoncé pour juillet 2011 et renvoyé à 2014, ressemblent à un leurre au service de la propagande. Mais pas plus que le retrait en Irak n'est réel et complet, le retrait d'Afghanistan n'est possible, du point de vue des intérêts impérialistes. Le général Petraeus, commandant des forces de l'Otan, multiplie les opérations « Kill or capture ». « La stratégie est de rendre la vie infernale aux insurgés, afin de les pousser à accepter les offres de réconciliation politique du président Karzai » selon le

Pentagone. Ce serait la première phase du plan adopté à Lisbonne, affaiblir la résistance et consolider l'armée afghane, puis intensifier la reconstruction du pays et lancer la transition pour 2014. « Transition ne signifie pas retrait, précise un membre de l'état-major américain. Après 2014, nous serons engagés dans un partenariat de longue durée ». Le régime réactionnaire et corrompu de Karzai ne tient que grâce à l'occupation. L'aide civile représente, depuis 2001, 7 milliards de dollars alors que la guerre a coûté 140 milliards. Elle profite pour l'essentiel aux sociétés capitalistes américaines et européennes qui ont remporté de juteux contrats. La population vit dans la misère. Le plan adopté à Lisbonne est bien incapable d'aboutir au retrait annoncé qui n'est qu'un mirage pour duper l'opinion publique. Le but même de la guerre est d'installer des bases de l'Otan pour le long terme. Le retrait des troupes d'occupation et le droit des peuples d'Afghanistan à disposer d'eux-mêmes, il faudra les imposer, les conquérir.

Portugal pourmentente



PHOTOS : YVAN LEMAIRE

Le militarisme contre la démocratie

Le militarisme et les libertés démocratiques les plus élémentaires, comme le droit de se déplacer et de manifester, ne font pas bon ménage. Le gouvernement portugais l'a démontré une fois de plus en réprimant et en expulsant les militantEs venuEs protester contre le Sommet de l'Otan. Ayant provisoirement suspendu les Accords de Schengen sur la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne, la police portugaise a refoulé au moins 150 participantEs, dont un

autobus venu de la lointaine Finlande et un autre venu de Madrid, composé de camarades d'Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) dans l'État espagnol et par l'organisation Ecologistas en Accion. D'autres militantEs venuEs de France ou d'Italie, ont été refoulés et expulsés dès leur arrivée à l'aéroport de Lisbonne, la police ayant trouvé des tracts ou des appels contre l'Otan dans leurs bagages...

Un gouvernement socialiste l'arbin des banques

Le Parlement portugais a voté la semaine dernière le budget pour 2011, véritable déclaration de guerre aux travailleurs, à toute la population, fuite en avant qui ne peut qu'aggraver l'atonie économique du pays, la récession, conséquence d'une politique qui sacrifie les intérêts de la population à ceux des banques. Alors que le pays s'enfonce dans la pauvreté, celles-ci exigent un tribut toujours plus lourd. Le gouvernement socialiste se plie à leur volonté. Les taux d'intérêt exigés par les banques pour prêter à l'État portugais dépassent maintenant les 7%. Le gouvernement socialiste prétend ne pas avoir d'autre choix que de rassurer les agences de notation et les marchés financiers et pour cela de pratiquer des coupes drastiques dans le budget pour ramener le déficit public de 7,3% du PIB en 2010 à 4,6% en 2011. 5 milliards d'euros pour les banques, 5 milliards pris sur les services publics et les salaires des fonctionnaires!

Hausse de deux points de la TVA à 23%, gel des retraites, baisse des salaires des fonctionnaires, plafonnement des aides sociales et des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation et de logement..., ces attaques contre la population aggraveront la récession et entraîneront une hausse du chômage à plus de 11% et de la précarité qui touche déjà plus de 20% des salariés. Ce budget s'inscrit dans la logique des deux

plans de rigueur déjà mis en œuvre, les plans de croissance et stabilité (PEC). Il en accentue les ravages, une spirale sans fin qui plonge le pays dans la pauvreté. C'est un gigantesque transfert de richesses qui s'opère, véritable pillage de la population. Loin de calmer les appétits du moloch financier, ces cadeaux les aiguissent.

Confiants et sûrs de ramasser leurs mises, les financiers se sont rués sur les bons du Trésor à trois mois et à un an que vient d'émettre l'État pour un montant de 1,031 milliard d'euros. Ils achètent, le rendement est bon et les garanties solides en ces temps d'actions et d'obligations pourries... La crise n'a aucune fatalité, elle est bien la conséquence de la mainmise sur l'économie et toute la société d'une oligarchie financière avide, socialement irresponsable et qui se joue des États.

Pour faire passer sa politique soumise à cette minorité, le gouvernement socialiste, minoritaire à l'Assemblée, a obtenu le soutien de la droite. Le Parti social-démocrate (PSD) s'est abstenu. C'est une véritable union nationale contre les classes populaires dont certains dirigeants du PS souhaitent qu'elle aille plus loin pour ne pas porter seuls la responsabilité d'une politique dont tout le monde sait qu'elle conduit le pays à la ruine.

Grève générale...

Sur toutes les places et grands carrefours de Lisbonne, pancartes, affiches, banderoles ont appelé à la grève générale du 24 novembre. Celle-ci s'annonçait massive. Pour la première fois depuis 1988 les deux principales centrales portugaises, la CGTP (proche du Parti communiste portugais) qui a pris l'initiative de cette journée et l'UGT (proche du Parti socialiste) appelaient ensemble. Le 24 s'annonce comme la plus grande journée de mobilisation ouvrière et populaire depuis la chute de la dictature en 1974, la Révolution des œillets. Elle a été précédée par une série de journées de grève contre la rigueur et l'austérité, les plans stabilité et croissance (PEC): les grèves du 4 mars et du 19 mai dans le service public, celle du 29 septembre dans le cadre de la journée européenne lancée par la CES. Le 6 novembre, 100 000 travailleurs de la fonction publique ont manifesté à Lisbonne à l'appelle de la CGTP. Le mécontentement et la colère sont très forts à la fois contre l'austérité mais aussi contre les manœuvres parlementaires du PS. L'inquiétude, la menace du

chômage, la précarité qui ne cesse de se développer exigent des réponses radicales. Au Portugal comme en Grèce ou dans toute l'Europe, la réponse aux attaques des banques n'est pas la sortie de l'euro qu'évoquait récemment un ministre socialiste ou les manœuvres parlementaires mais bien l'intervention des travailleurs et des classes populaires sur le terrain social et politique pour imposer leur droits, refuser de payer la crise et mettre les responsables, les banques, les patrons, leurs États hors d'état de nuire. La journée du 24 est une première étape importante pour regrouper le monde du travail autour du rejet des plans PEC. Cette première étape qui appelle des suites, la mise en œuvre d'une politique visant à défendre une autre perspective que la soumission au diktat des banques, une politique pour donner confiance aux travailleurs et aux classes populaires en ouvrant la perspective, près de 40 ans après la Révolution des œillets, d'une nouvelle révolution...



93, la belle rebelle

Le dernier documentaire de Jean-Pierre Thorn est un de ces films utiles comme on en voit peu à la télévision. Dressant le portrait d'un département en résistance – la Seine-Saint-Denis – il s'attache à ces musiques et à ces artistes nés sur ce territoire. On suit alors le rockeur Daniel Baudon, l'accordéoniste Marc Perrone, le punk Loran des Béruriers noirs, le mythique DJ Dee Nasty et les rappers Lionel D, Casey et D' de Kabal. Mêlant images d'archives et entretiens, le film nous donne à penser l'émergence d'une contre-culture qui permet à toute une jeunesse – immigrée ou non – de trouver des repères et des outils pour résister face à une société hostile. Diffusé sur Arte le jeudi 25 novembre à 22h 15 puis sur le site de la chaîne pendant une semaine. En salles en janvier 2011.



CINÉMA

POTICHE
François Ozon

Au départ, du boulevard signé Barillet et Grédy, une pièce où Jacqueline Maillan fit merveille. Ozon la dépoussière, l'actualise un peu, y insère quelques répliques de type chansonnier (« casse-toi pauvre con, travailler plus pour gagner plus ») et nous amuse avec cette histoire d'une bourgeoise rangée qui devient patronne et engagée. Féminisme et lutte de classes révisés pour faire rire, pourquoi pas? S'il fallait y chercher une idéologie, ce serait du côté de Charles Fourier; c'est quand même loin du modèle du genre, l'immortel *Ninotchka* de Lubitsch.

Paul Louis Thirard

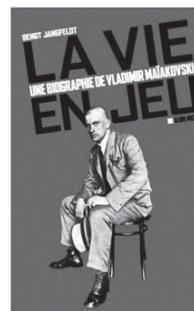


LIVRES

MON COMBAT CONTRE LES EMPOISONNEURS

André Aschieri
La découverte / 18 euros
Voilà le livre d'un véritable écologiste soucieux du bien public. André Aschieri, maire de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) raconte son expérience au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset). Veilleur des questions environnementales, il met en garde contre les nanotechnologies qui sont en mesure de pénétrer à l'intérieur du corps. Il rappelle le succès industriel de l'amiante en son temps dû à ses propriétés exceptionnelles. Aschieri n'a pas oublié le mirage de la grippe H1N1 et les contradictions de la risible Roselyne Bachelot. L'auteur rappelle aussi que Brice Hortefeux voulait organiser des centres pour administrer des vaccins à la chaîne au rythme d'une injection toutes les deux minutes. Même le docteur Mengele ne rêvait pas à pareille célérité!

Christophe Goby

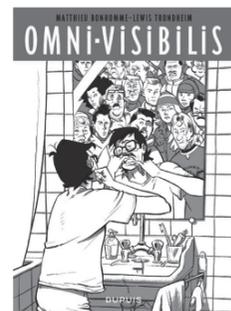


LIVRES

LA VIE EN JEU. Une biographie de Vladimir Maïakovski

Bengt Jangfeldt
Albin Michel / 25 euros
« C'est de la littérature très intéressante. C'est une forme spéciale de communisme. Du communisme voyou », ainsi réagit Lénine en 1921 à un livre que Maïakovski venait de lui adresser avec ses « salutations communistes-futuristes », avant de dire d'un de ses poèmes l'année suivante, « sur le plan politique... il n'y a rien à redire ». Jangfeldt, qui étudie depuis près de 40 ans la vie et l'œuvre de Maïakovski, a concentré tout ce qu'on sait aujourd'hui du poète dans les 590 pages de sa biographie, la première libre de toute censure, et peut-être la dernière compte tenu de la disparition des témoins qu'il a pu interroger et des archives dont il a constaté la destruction. Ce travail monumental offre des aperçus passionnants sur l'URSS des premiers temps et ses « avant-gardes ».

Gilles Bounoure



BD

OMNI-VISIBILIS
Matthieu Bonhomme, Lewis Trondheim

Dupuis / 19 euros
Le héros de cette histoire est un banal employé de bureau jusqu'au jour où le monde entier, en simultané, accède à ce qu'il voit, ce qu'il entend et ce qu'il ressent. Il devient aussitôt une célébrité mondiale, cible de profiteurs en tous genres, de divers services secrets, et de firmes qui lui offrent des ponts d'or pour leur faire de la publicité. Il est pris en charge par ses meilleurs amis, aussi gaffeurs que bien intentionnés. Un véritable cauchemar raconté avec humour sous la forme d'un récit empreint de fantastique et d'absurde.

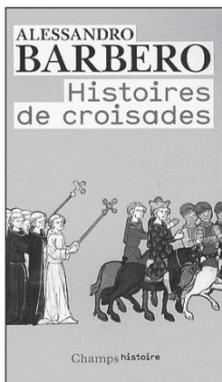
Sylvain Pattieu

l'essai

HISTOIRES DE CROISADES

Alessandro Barbero

Champs Histoire Flammarion
120 pages
7 euros



Au lendemain du 11 septembre 2001, le président Bush prononce plusieurs discours, dans lesquels va surgir un mot chargé de connotations : le mot « croisade ». L'irruption de ce vocable n'est pas fortuite : « croisade suscite comme par inadvertance un imaginaire historique et vient polariser représentations et positions ». Car les croisades ont marqué en profondeur notre imaginaire, et leur écho continue de résonner de nos jours à travers les romans historiques, les polars et le cinéma... Il suffit de songer à l'incroyable succès du *Da Vinci Code* de Dan Brown.

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut lire cette conférence de Barbero. Le texte conserve l'aspect de la causerie, ce qui rend la lecture très fluide et très abordable. En quatre grands chapitres, l'historien italien livre une analyse synthétique de ce qu'ont été les croisades, tout en faisant quelques rappels importants : par exemple que les croisades sont au fondement de la violence antisémite en Europe (p. 10); ou encore qu'elles sont le produit d'un affrontement politique particulièrement virulent entre la papauté et les différents souverains de l'époque (p. 16). Mais le chapitre le plus intéressant concerne les questions de la guerre sainte et du jihad. L'auteur montre comment ces notions évoluent dans le corpus spirituel et juridique de l'époque. Il insiste bien sur la rupture que représente cet événement dans le christianisme, « quand commence à circuler l'idée que tuer n'est non seulement plus un péché, mais au contraire une action bénie » (p. 65). Au cœur de ces événements émergent de grandes figures, qui sont devenus de véritables personnages de légende : Richard Cœur de Lion, Saint Louis, Saladin... À chacun, Barbero redonne sa réelle dimension, en s'attardant, en conclusion, sur les liens qui se tissèrent et sur ces hommes « venus pour conquérir et massacrer, et qui ensuite furent eux-mêmes conquis, pouvant dire d'eux-mêmes [...] : nous qui autrefois étions occidentaux, et qui désormais ne le sommes plus. »

Henri Clément

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

THÉÂTRE « Y a pas que le boulot dans la vie, y a la lutte aussi »

Inflammable, la nouvelle pièce de la Compagnie Jolie Môme, rend hommage, dans une ambiance festive, aux luttes ouvrières qui se poursuivent partout en France.

Une usine, des ouvriers qui finissent de peindre une banderole, un piquet de grève... Le décor du nouveau spectacle de la Compagnie Jolie Môme, *Inflammable*, ressemble étrangement aux situations vécues dans les boîtes ces derniers mois. Michel, le metteur en scène, raconte : « Il arrive dans cette pièce ce qu'il arrive à pas mal de gens dans notre pays : ils perdent leur travail parce que les actionnaires qui sont les vrais dirigeants de la boîte ont décidé qu'elle n'était plus assez rentable, quoi qu'elle le soit quand même. Ces ouvriers ont décidé que cela ne se passerait pas comme cela, comme il y en a d'autres qui ont fait de même dans notre pays ; ils vont un petit peu plus loin que d'habitude. » Et ce soir justement, les ouvriers ont décidé de faire la fête, « pour se donner le moral et avoir le soutien de la population locale » selon Titine, militante aguerrie et salariée depuis plus de 28 ans chez Olfa-trix, « pour se réchauffer » si l'on en croit Sandra arrivée dans la boîte récemment et plus préoccupée de repartir avec des indemnités salariales conséquentes. Une fois de plus, la Compagnie Jolie Môme incarne des personnages qui nous ressemblent ou que l'on a déjà croisés dans notre vie quotidienne : du syndicaliste frileux au salarié en CDD qui n'a rien à perdre, de l'ouvrière qui prend conscience du système d'exploitation à ceux qui abandonnent en cours de route. Pour Michel, « on est dans un créneau beaucoup plus réaliste que d'habitude donc c'est une expérience très intéressante pour nous, parce qu'on se confronte à de nouvelles difficultés, on

découvre, on apprend des choses. » Le décor est minimaliste, et la pièce tient complètement sur la performance des différents comédiens. Des acteurs habitués de la Compagnie, ceux que l'on retrouve de spectacles en spectacles. On souligne cependant une grande première pour Xavier Mathieu, leader de la lutte des Conti qui passe du mouvement social à la scène, preuve par excellence que chez Jolie Môme, il n'y a qu'un pas de la scène à la rue. La pièce est de Thierry Gatinet, habitant de Seine-Saint-Denis et auteur de plusieurs romans policiers et nouvelles (*Vachette's blues, Métastade...*). Après avoir rencontré la compagnie en 2005, il a décidé de leur écrire sa première pièce de théâtre ; un thriller populaire aux multiples rebondissements. Pour Thierry, « s'exprimer c'est

participer. Écrire est ma voix la plus forte, mon poing le plus haut levé ». Jusqu'où iront les ouvriers pour sauver leurs machines, quels compromis sont-ils prêts à faire? Pourquoi les autruches mettent-elles la tête dans le sable? Venez partager un moment de luttes conviviales ; *Inflammable* est un véritable spectacle de contribution au mouvement social. La Compagnie Jolie Môme qui rêverait d'annuler pour cause de grève générale fait pour l'instant salle comble!

Linda Sehili

Retrouvez *Inflammable* du jeudi au samedi à 20h30, le dimanche à 16 heures à La Belle Étoile, rue Saint-Just à Saint-Denis.
Réservation au 01 49 98 39 20.
Plus d'infos sur : www.cie-joliemome.org



(LINDA SEHILI)

IRLANDE

L'Europe au secours des banquiers

Après la Grèce, l'Irlande est à son tour le bouc émissaire des spéculateurs et des gouvernements libéraux.

Mardi 16 novembre, Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, a suscité la stupeur en déclarant: «*Nous sommes dans une crise pour la survie*» de la zone euro. Deux jours plus tard, il s'est efforcé de faire croire que ses propos concernaient en fait la phase précédente de la crise européenne, lorsque le taux d'intérêt des titres de la dette publique grecque s'envolait. Les confusions temporelles de M. Van Rompuy témoignent au moins de l'incroyable instabilité de la situation. À présent, ce sont les obligations irlandaises qui sont l'objet de la défiance et des attaques des spéculateurs. Pris de panique, de nombreux épargnants irlandais ont assailli les guichets des banques. Le gouvernement a réaffirmé l'extension de la garantie des dépôts jusqu'à fin 2011. Et après avoir fait mine de tergiverser, il a accueilli à bras ouverts les experts du FMI et de l'Union européenne (UE) venus accorder un prêt contre davantage de rigueur antisociale. Simple répétition du scénario grec de l'hiver dernier? Pas exactement.

Dans un système de financement de l'endettement public par le marché (sous forme de titres négociables), les doutes sur l'ampleur des pertes du secteur bancaire irlandais et l'annonce d'un fort déficit public ont certes augmenté la «prime de risque» exigée par les spéculateurs. Les taux d'intérêt ont ainsi atteint des niveaux prohibitifs. Mais la situation économique était connue depuis longtemps. D'où vient-elle? Comme les États-Unis ou l'Espagne, l'Irlande a connu ces dernières années une surproduction immobilière et un fort développement de l'endettement. Les prix immobiliers ont été multipliés par 2,5 entre 1997 et 2006. Les banques ont accordé des prêts qui ne seront jamais remboursés. Le gouvernement a sauvé les banques en «nationalisant» Anglo Irish Bank et en recapitalisant massivement les autres établissements en difficulté. Facture totale: plus de 60 milliards d'euros.

Parallèlement, les recettes fiscales diminuaient car, sous l'effet de la crise, le PIB irlandais s'est effondré (-7,1% en 2009). Le déficit public s'est donc creusé. Il représentait 11,7% du PIB en 2009. Les deux plans d'austérité qui ont alors été mis en place n'ont fait qu'aggraver la situation. La suppression de 33 000 emplois publics, la baisse des salaires des fonctionnaires de 10 à 15%, la réduction des budgets sociaux (éducation, santé) et la diminution des allocations chômage ont plongé la population et l'économie dans une spirale déflationniste. Le déficit public est passé maintenant à 32% du PIB et la dette publique à 100% du PIB.

La «phase irlandaise»

Tout cela était connu depuis plusieurs mois. Si la «phase irlandaise» de la crise s'accélère maintenant, c'est en raison des précisions apportées par le dernier Conseil européen au sujet des règles applicables aux plans de



sauvetage. Durant la «phase grecque», les dirigeants avaient fini par s'accorder pour attribuer collectivement un prêt à un État en difficulté afin de sauver les banques et d'éviter l'effet domino. Le dernier Conseil européen a validé le mécanisme mis en place mais il a aussi indiqué que les dettes des États aidés devraient être restructurées. Il s'agit en clair d'imposer aux créanciers un report, voire une diminution, des remboursements qu'ils percevront.

Cette décision répond en partie à des inquiétudes sur la viabilité économique de la zone euro. De fait, la restructuration des dettes publiques de la périphérie européenne est désormais ouvertement abordée par les grands créanciers eux-mêmes. Ils ne sont pourtant pas devenus philanthropes. Mais ils ne peuvent se désengager sans de lourdes pertes, parce qu'ils détiennent d'impressionnantes quantités de titres d'État. Et il vaut mieux pour eux renégocier les échéances et les montants des emprunts plutôt que de prendre le risque de perdre davantage par la suite. Mais cette décision répond aussi à des motivations politiques nationales. Pour tenter de faire passer de nouvelles mesures impopulaires, les dirigeants ont besoin de montrer aux électeurs qu'ils ne sont pas tout à fait les seuls à payer. C'était le sens des déclarations d'Angela Merkel: «*une partie du coût des plans de sauvetage devrait être absorbée par les détenteurs d'obligations*».

En Europe, deux styles coexistent au sein de la classe dominante. Pour M. Rasmussen, président du Parti socialiste européen, «*Angela Merkel doit apprendre que les dirigeants politiques doivent parfois la fermer*». De même, la presse économique française estime que Herman Van Rompuy «*aurait mieux fait de tenir sa langue*». Mais au-delà du style et de la communication, tous s'accordent pour faire payer l'essentiel de la crise aux travailleurs. En Grèce, en Irlande, et bientôt dans d'autres pays, cette politique mène à des attaques d'une violence inouïe. D'où la gratitude de M. Schulz, président du groupe

socialiste au Parlement européen, soulignant «*les efforts et le courage du gouvernement Papandréou pour réformer drastiquement le pays et remettre son économie sur les rails*». L'annonce de la restructuration vise à faire croire à un effort partagé. «*Les chiffres sont horribles mais nous pourront les gérer sur une période de dix ans*» a déclaré le ministre irlandais des Finances. Horribles pour qui? Une partie du prêt contracté auprès de l'UE et du FMI servira directement à renflouer les cinq banques irlandaises qui se sont brûlé les ailes dans la spéculation. Le reste servira à rembourser les créanciers de l'État (d'autres banques!). À l'heure où nous écrivons ces lignes, on évoque respectivement 20 et 60 milliards d'euros. Mais la population ne verra pas la couleur de ces 80 milliards et on voudrait qu'elle se serre encore la ceinture. En Irlande, le taux de chômage est officiellement de 14,1%. La protection sociale est très faible, les saisies se multiplient.

En revanche, les entreprises sont imposées à seulement 12,5%. Le pays s'est spécialisé dans le dumping fiscal et certains se verraient bien continuer ainsi: «*L'Irlande n'a pas besoin d'un soutien immédiat. Ceci lui fournit une arme de négociation avec l'Europe pour conserver son taux d'impôt sur les sociétés*» a déclaré le directeur général du patronat irlandais. De Microsoft à Merrill Lynch en passant par HP, Intel et Bank of America, toutes les multinationales font du chantage à la délocalisation. Elles se réjouissent pourtant de la baisse du salaire minimum que le gouvernement s'apprête à annoncer. Celui-ci est discrédité au point de devoir convoquer des élections anticipées en janvier. Car la colère monte. 40 000 étudiants défilaient il y a trois semaines. Une grande manifestation est prévue samedi 27 novembre contre les mesures d'austérité. Face à l'internationale du capital et aux fausses solutions nationalistes, les travailleurs doivent s'organiser et se serrer les coudes.

Philippe Légié

Hommage

Abraham Serfaty

Militant révolutionnaire, antisioniste et anti-impérialiste marocain, Abraham Serfaty est mort jeudi 18 novembre à l'âge de 83 ans.

Il a payé son combat contre la dictature d'Hassan II de quinze mois de clandestinité, dix-sept ans de prison à Kénitra et huit ans de bannissement. Né dans une famille juive de Tanger, il adhère aux Jeunesses communistes marocaines en 1944, puis en 1945 en France au PCF et, de retour au Maroc en 1949, au Parti communiste marocain... Militant anticolonialiste, il est arrêté en 1950, emprisonné et assigné à résidence en France jusqu'en 1956.

Après l'indépendance, devenu l'un des hauts responsables de l'Office chérifien des phosphates, il est révoqué en 1958 pour son soutien à la grève des mineurs. En 1966 il crée avec le poète Abdellatif Laabi la revue *Souffles* qui, rapidement, regroupe autour d'elle de nombreux intellectuels avec un retentissement certain au niveau international. Après 1968, il rompt avec le Parti communiste trop opportuniste et conciliant avec le pouvoir d'Hassan II. Il participe à la fondation de l'organisation marxiste-léniniste Ila Al Amame (En avant), devenue aujourd'hui An-nahj Ad-dimoukrati (La Voie démocratique). En 1972 il est arrêté et torturé. Libéré grâce à de puissantes manifestations étudiantes, il entre dans la clandestinité et est à nouveau arrêté en 1974. Condamné à la prison à perpétuité, il est libéré en 1991, déchu de sa nationalité pour son soutien au peuple sahraoui et expulsé vers la France.

En 2000, Mohammed VI l'autorise à rentrer au Maroc et son passeport marocain lui est restitué.

Il pense alors que le Maroc peut, avec le nouveau roi, s'orienter vers des changements démocratiques significatifs, ce qui l'éloigne de ses camarades de combat et de prison. Il n'a jamais cessé, cependant, de condamner les atteintes aux libertés, de la presse en particulier, ni de réaffirmer son soutien à la lutte du peuple palestinien et, surtout, n'a jamais remis en cause ses combats passés. C'est à ce titre que ses funérailles ont été accompagnées par une foule nombreuse et par ses compagnons de lutte en mémoire de son passé militant.

Alain Castan

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Vendons Tout est à nous! A. A. (Val-d'Oise): Je suis surpris et même attristé de voir que la nouvelle formule de *Tout est à nous!* n'ait pas rencontré le succès tant espéré.

En effet, je constate que le n° 78 n'a été tiré qu'à 6 500 exemplaires alors que les numéros précédents étaient tirés à 8 000 exemplaires. Je suis conscient aussi que les journaux papier subissent de plein fouet la concurrence internet mais quand même!

Le journal a fait de belles ventes lors des manifs alors pourquoi ne pas surfer sur cette belle dynamique? Il est important qu'au sein de chaque comité, les camarades se mobilisent davantage sur le sujet des ventes pour déjà permettre à notre parti d'améliorer ses finances...

mais aussi donner la possibilité aux plus précaires d'entre nous d'avoir accès à nos idées. L'échéance 2012 arrive à grand pas mais la bataille commence dès à présent sur le terrain, alors pour ne plus revivre cinq années d'enfer, j'invite tous les camarades à faire connaître nos valeurs par l'intermédiaire de notre journal partout où cela est possible.

[Ndlr: le journal était déjà tiré à moins de 8 000 exemplaires depuis plusieurs semaines, mais cette information n'avait pas encore été mise à jour]

Retraites en Allemagne: précisions. G. T.

(Web): Dans un article récent sur l'Allemagne de *Tout est à nous!* n° 78, j'ai retrouvé la même inexactitude que propage le gouvernement

concernant l'âge de départ à la retraite en RFA. La retraite à 67 ans ne s'appliquera que pour les générations nées en 1964 et les suivantes, et ce non pas dès 2012, mais progressivement à partir de 2012 (un mois supplémentaire pour la génération 1947 et ainsi de suite). Par ailleurs, il est toujours possible de partir en retraite après 35 années de cotisation en prenant à sa charge des décotes.

Trop gentils. P. T. (Web): Comment se fait-il que les polémistes soient si gentils? C'est quand même depuis longtemps le premier gouvernement qui comprend à la fois un ancien dirigeant du PCF (Leroy) et deux repris de justice (Hortefeux et Juppé)! Personne ne le dit...

**LE N° 15 DE TOUT EST À NOUS!
LA REVUE EST DISPONIBLE**

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur l'extrême droite, des articles sur la sidérurgie, la psychiatrie... Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Un mariage célébré aux lacrymos.

Nous n'avons pas pour habitude de célébrer les mariages, mais celui de Cindy et Farid nous a comblés. Le 25 octobre, date initialement prévue pour célébrer l'union, la Police aux frontières (PAF) tente d'arrêter ce jeune Algérien en situation irrégulière, mais grâce à un rassemblement militant organisé dans l'urgence, Farid parvient à s'échapper en visitant au passage les toitures du centre de Gap (Hautes-Alpes). Un comité de soutien se crée alors autour de RESF-05, regroupant la LDH, le Cercle de silence de Gap, Solidaires, la CGT, la CNT, le NPA et le PCF. Pendant plus de deux semaines, Farid est hébergé clandestinement dans le réseau militant et attend la nouvelle tentative de mariage à la mairie d'Aspres-sur-Buëch, prévue le 10 novembre. Ce jour-là, la paisible bourgade des Préalpes est en état de siège. La gendarmerie contrôle les véhicules chargés de militants pour y dénicher le fugitif et une dizaine de fantassins de la PAF contrôlent les accès à la mairie. C'est d'abord l'inquiétude pour la cinquantaine de personnes mobilisées : « c'est quoi ces types, on dirait la BAC ! » D'autant plus qu'au même moment, on apprend que le référé qui devait statuer le matin même sur l'inviolabilité du projet de mariage n'avait pas débouché en notre faveur. Mais ce jour-là, la détermination et la solidarité sont au rendez-vous. À cent mètres de la mairie, à l'écart de la PAF, un drôle de cortège se forme, avec en son centre les futurs mariés. « So-so-so, solidarité avec les sans-papiers ! » Devant la porte de la mairie la PAF s'interpose. On pousse, on hésite, du gaz lacrymogène est pulvérisé, on pleure, on crie « honte à vous ! », puis on pousse de plus belle et le barrage est forcé. Dans le vestibule de la mairie, on passe du rugby à la lutte gréco-romaine et, profitant de la confusion, Cindy et Farid parviennent dans un dernier sprint à rejoindre la mairesse pour la cérémonie. Ouf ! La PAF se retire sous les huées, aussi éprouvée que les manifestants. Aussitôt prononcée, l'union est célébrée dans le bistrot du village. Pour beaucoup, cette invraisemblable fête de mariage est la plus joyeuse jamais connue... Certes, les militants présents, et en particulier ceux du NPA, préfèrent les mobilisations de masse où le rapport de forces désamorce la violence, mais il est des circonstances où l'action directe d'un petit groupe est indispensable. Alors, puisque ce type de victoire redonne la pêche, ne nous en privons pas !

Éboueurs de Paris. En barrant, le 19 octobre, l'entrée du centre de traitement des déchets d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le plus grand d'Europe, en plein milieu du mouvement sur les retraites, le syndicat CGT des éboueurs parisiens a visé juste. Juste, parce qu'à ce moment-là, la Ville de Paris, présidant le syndicat de traitement des ordures ménagères, ne pouvait pas, comme elle l'avait fait il y a quelques années, demander à la police d'intervenir. Juste aussi parce que cette occupation pouvait servir de point d'appui à d'autres secteurs pour agir à leur tour, comme le proposait le syndicat. Le scénario ne s'est pas réalisé, mais l'idée était bonne. En témoigne le blocage de l'incinérateur de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) pour lequel la Ville de Paris a demandé au préfet d'intervenir.

La force du mouvement reposait d'abord bien évidemment sur le fait que deux ans de travail supplémentaires sont particulièrement insupportables dans ce travail difficile. Mais elle se fondait aussi sur la lutte menée depuis plusieurs mois par le syndicat pour l'augmentation des salaires, en particulier en fin de carrière. L'occupation n'aurait pas été possible sans les nombreux soutiens qu'ont eu les éboueurs : l'intersyndicale de la Ville de Paris, les communaux de la région parisienne et les partis à gauche du PS. L'ambiance était chaude autour de l'usine, de la chaleur du feu mais aussi de la solidarité de ceux qui osent se battre. L'action a été renforcée par la reconduction quotidienne de la grève (au moins 55 minutes par jour) par une minorité de grévistes soutenus par leurs collègues de travail participant massivement aux journées d'action. La mairie de Paris n'a pas ménagé ses forces pour combattre le mouvement, faisant appel aux entreprises privées qui ramassent la moitié des ordures ménagères à Paris. Le maire de Paris, qui en dix ans n'avait jamais reçu les syndicats pendant une grève et restait sourd aux demandes de rendez-vous de l'intersyndicale sur les retraites, a été obligé de recevoir la CGT des éboueurs et de céder, après 21 jours d'occupation. La Ville de Paris, dans le cadre du statut spécifique dont elle bénéficie, a créé un nouveau grade pour les éboueurs qui leur permet de bénéficier en fin de carrière d'une augmentation de 106 euros bruts.

Pas de trêve hivernale pour les Roms

Depuis le discours de Sarkozy de Grenoble, les Roms du Val-de-Marne sont dans le collimateur de la préfecture et ne connaissent pas de trêve hivernale. À Choisy-le-Roi au mois d'août, Bry-sur-Marne, Créteil, Saint-Maur, Orly et, tout dernièrement, Sucy-en-Brie, sans ménagement, la police a délogé les familles de leurs caravanes, détruit leurs maigres affaires et laissé à la rue des familles démunies. La préfecture et certaines municipalités refusent tout dialogue. Partout, les comités de soutien aident avec bien des difficultés au « relogement », à obtenir la scolarisation des enfants souvent remise en cause par une expulsion de terrain ou une arrestation. Il y a beaucoup de réticences à cette scolarisation malgré la loi, l'Éducation nationale préférant faire la sourde oreille pour ne pas entrer en conflit avec les municipalités. Pour le préfet, seule compte la légalité du droit au séjour. Il continue d'expulser les terrains et les familles sans tenir compte des projets d'insertion menés par les communes, le conseil général et les associations. Les obligations de quitter le territoire français (OQTF) pleuvent et sont contestées devant le tribunal administratif de Melun qui, le plus souvent, conforte le préfet dans sa décision. Après chaque expulsion, si un nouveau terrain est trouvé, la police intervient à peine la réinstallation terminée, replongeant les familles dans la détresse. La sécurité des terrains est incertaine : les



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

propriétaires obstruent les entrées par des barrières ou des blocs de béton empêchant l'intervention des services de secours en cas d'urgence. Beaucoup de terrains sont sans eau ni sanitaires. Les risques d'incendie existent (chauffage). L'an passé, deux enfants sont morts dans un incendie sur un terrain où il n'y avait pas de point d'eau. Le Collectif Romeurope a demandé un rendez-vous aux responsables de la sécurité civile pour faire le point sur les risques dans les lieux de vie. Le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation dénonce les atteintes à la scolarité. Grâce à la mobilisation des comités de soutien, près de 250 personnes dans le Val-de-Marne sont à présent dans des

situations d'insertion, logées, avec un emploi ou en recherche d'un emploi, les enfants étant scolarisés grâce à des projets, mis en place depuis 2005 pour certains, entre les associations et le conseil général ou des communes comme Limeil-Brevannes, Choisy-le Roi, Orly ou Ivry. Mais toujours sans engagement de l'État. Que ce soit à Bry-sur-Marne, Choisy-le-Roi, Créteil, Ivry, Limeil-Brevannes, Villeneuve-Saint-Georges, Sucy-en-Brie, Saint-Maur, Villejuif, Villeneuve-le-Roi ou Vitry, les comités de soutien ont grand besoin de nous.

Pierre Lafrance

Pour rejoindre les comités de soutien : <http://ref.info/article32581.html> ou www.romeurope.org

Tous ensemble avec les Cooper !

Vendredi 18 novembre, la première réunion publique du Comité de soutien aux salariés de Cooper Bolbec (Seine-Maritime) a été un vrai succès. Elle a rassemblé près de 200 personnes pour construire la lutte contre la fermeture de cette usine, prévue en mars 2011, à la suite de la fusion de ses activités avec la société des Polymères Barre-Thomas à Vitry (Ille-et-Vilaine). Plusieurs délégations d'entreprises ont participé à l'animation de cette réunion : Renault Sandouville, Renault Cléon, Ford Blanquefort, Sealynx Charleval (situé dans l'Eure et dont la direction prévoit 257 licenciements sur 736 salariés), ainsi que le centre de tri postal et l'usine d'engrais Grande-Pairie, situés près de Rouen, ou encore le port autonome du Havre. Le camarade de Ford Blanquefort, près de Bordeaux, a raconté leurs trois années de lutte contre la fermeture de leur site qui n'a finalement pas eu lieu, grâce au combat des salariés. Cooper est un équipementier automobile qui emploie 316 personnes et fabrique

des joints de caoutchouc, essentiellement pour Renault et PSA. L'entreprise a déjà subi deux plans dits de sauvegarde de l'emploi (PSE), en 2007 et 2009. En clair, de suppressions d'emplois. Ce qui ne l'a pas empêchée de bénéficier d'aides publiques pendant des années. D'abord pour s'implanter à Baclair. Ensuite, depuis fin 2008, pour indemniser les salariés au titre du chômage partiel, puis en 2009 pour mettre en place son plan de formation et, enfin, annoncer en août 2010 la fermeture du site. Cette opération sera financée en grande partie par de l'argent public puisque l'opération de fusion-acquisition-restructuration avec la Barre-Thomas est pilotée par le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles (FMEA). Créé en 2009 par le gouvernement pour restructurer la filière automobile, ce fonds - doté de 600 millions d'euros - est alimenté à parts égales par Renault et PSA, mais aussi par l'État. Lors de la réunion, de nombreux élus locaux PS et PCF se sont exprimés pour assurer les salariés de Cooper de leur

soutien. Un militant a quand même fait remarquer que l'actuelle majorité de gauche du conseil régional avait versé de grosses subventions à Renault ces dernières années.

Un appel a été lancé par un représentant du « Havre de Grève » pour que Cooper envoie une délégation à l'Assemblée intersyndicale havraise du 23 novembre. Du coup, la même invitation a été lancée par un membre de l'Assemblée générale intersyndicale interprofessionnelle de Rouen. L'idée est d'avancer vers une initiative régionale, avec l'appui des organisations syndicales départementales et des équipes militantes combattives. Car il y a urgence à construire le rapport de forces qui sera en mesure de mettre en échec la menace qui pèse sur 40 000 à 50 000 emplois supplémentaires chez les petits équipementiers automobiles, pour les seules années 2010 et 2011.

Pour l'heure, il est déjà acquis que le Comité de soutien et les salariés de Cooper sortent renforcés de cette réunion.

Correspondants NPA

Contrats aidés : exploités puis licenciés

À Marseille, le 18 novembre, une conférence de presse a eu lieu ainsi qu'un rassemblement réunissant 200 personnes, après l'annonce de la suspension, faute de crédits, des contrats aidés dans de nombreuses régions, dont celle de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Des milliers de personnes se retrouvent ainsi au chômage du jour au lendemain alors même que le renouvellement de leur contrat devait être assuré. Quelle que soit leur appellation, la logique de ces contrats est la même : le financement du salarié est partagé entre l'employeur, l'État et les collectivités territoriales, sur la base du Smic horaire, à mi-temps, renouvelable tous les six mois pendant deux ans. Ils concernent surtout les secteurs dits « non marchands » comme la culture, le social ou l'éducation. C'est une forme d'exonération patronale qui

permet à une structure d'embaucher sans en supporter le coût total. Ces contrats sont censés être des « tremplins » et permettre de pérenniser un poste. En réalité, ils ne font que maintenir tout un secteur dans la précarité. S'ils permettent à des centaines de milliers de personnes de rester dans « le circuit de l'emploi » et à des structures de survivre, leur multiplication montre que l'État et les gouvernements récents ont organisé la destruction programmée du seul contrat que nous devons défendre, le CDI. Il est particulièrement révélateur que ce gouvernement et ses prédécesseurs maintiennent dans une telle précarité les secteurs non marchands. Les 400 000 personnes qui y travaillent en 2010 avec des contrats aidés sont des acteurs de la vie associative de chaque quartier, faisant vivre la culture et la solidarité. Pendant qu'elles sont maintenues dans la

précarité, l'État n'hésite pas à débloquer des centaines de milliards d'euros pour renflouer les banques ou pour financer la guerre en Afghanistan.

Samedi 6 novembre, à Marseille, plusieurs dizaines d'associations, essentiellement du monde de la culture, se sont réunies après l'annonce de l'arrêt des contrats aidés jusqu'à la fin de l'année. Depuis, plusieurs assemblées générales ont eu lieu, des groupes de travail se sont formés et des actions sont en cours. La mobilisation ne fait que commencer et l'élargissement du collectif à l'ensemble des secteurs concernés et des autres régions touchées est en cours et d'autres actions sont à venir.

Paul-Emmanuel Odin et Cédric Bottero

Blog du collectif : <http://collectifpaca-emploisaidés.blogspot.com>



Le chiffre

240 euros

C'est le coût supplémentaire que veut faire payer le distributeur d'électricité ErDF à ses « clients » en leur imposant un nouveau compteur censé permettre des économies d'énergie qui doit être installé à partir de 2012. Ce compteur n'affichera même pas pour son propriétaire des informations utiles à la diminution de sa consommation. Pour cela, il devra s'abonner à un service payant de son fournisseur d'électricité (EDF, GDF Suez, Poweo). Voilà où mène la déréglementation-privatisation de l'ancien service public. Les usagers payent, des services innovants d'économie ne sont pas rendus et les actionnaires s'enrichissent.

Indonésie : une catastrophe naturelle qui se transforme en désastre humanitaire.

L'ARM (Alliance of People's Struggle), une coalition d'organisations de femmes, d'étudiants, de travailleurs et de paysans, basée à Yogyakarta a lancé un appel à la solidarité avec les personnes affectées par les récentes éruptions du mont Merapi. Une centaine de personnes sont mortes et 75 000 villageois ont dû être évacués. Plus de 30 000 réfugiés sont hébergés dans un grand stade et à l'université, sans aide alimentaire suffisante et dans des conditions d'hygiène déplorable.

Ce désastre humanitaire est le résultat de l'échec des autorités à anticiper les catastrophes naturelles. Il n'y a jamais eu de préparation à l'éventualité d'une éruption ni même de plan d'évacuation des zones à risque. Alors que les autorités tardent à aider les réfugiés, le gouvernement de Yudhoyono a fait savoir qu'il n'accepterait l'aide internationale que si elle s'avérait utile ! Le gouvernement est plus soucieux de renvoyer l'image d'un pays stable aux investisseurs étrangers que d'aider les personnes affectées.

L'ARM en a tiré les conséquences : quand les autorités échouent, le peuple doit agir ! Nous pouvons les soutenir en envoyant un message de solidarité (aliansi.rakyat.menggugat@gmail.com) ou en les aidant financièrement. Les dons peuvent être faits sur le compte : Mandiri Bank Cabang Kediri Bank Adress: Jl. Diponegoro 17 Jawa Timur. Account No. 144-000-5472-979. Account Holder: Aslihul Alia SWIFT CODE BEIINDJA

Kanaky. Congrès du Parti travailliste.

Le jeune Parti travailliste a tenu son deuxième congrès, du 17 au 21 novembre, à Gossanah, sur l'île de Laii (Ouvéa). Depuis le massacre d'Ouvéa, en 1988,

aucun parti n'avait tenu de réunion sur cette île. Venus de la Grande Terre et des îles, par bateau et par avion, quelque 400 militantEs se sont rassemblés et ont travaillé pour définir l'objectif : « Tous ensemble pour Kanaky 2014 ». 2014 est en effet la date du renouvellement du Congrès qui devra déterminer la date du référendum d'autodétermination, entre 2014 et 2019. Pour être accordée, celle-ci devra recueillir une majorité des trois cinquièmes. Une double tâche s'ouvre au parti : définir son projet de société et travailler à la constitution du nouvel État. Il doit aussi se donner les moyens d'atteindre le quorum au Congrès et pour cela asseoir sa légitimité en renforçant ses résultats électoraux aux municipales de 2012.

La vérification des listes électorales représente le tout premier chantier. En effet, les accords de Nouméa définissent un corps électoral restreint pour corriger l'effet de la colonie de peuplement. Or de graves anomalies ont été relevées, essentiellement en Province Sud : de nombreux Kanaks ne pourront pas participer aux scrutins, tandis qu'une quinzaine de milliers de personnes ne répondant pas aux critères auraient le droit de décider de l'avenir du pays.

Le congrès a accueilli les représentants de mouvements de libération des îles Moluques et de Papouasie occidentale, deux pays sous domination indonésienne où les camarades indépendantistes subissent une répression brutale. Tous sont conscients qu'un rapprochement des pays mélanésiens est indispensable pour leur avenir.

Haïti. Les vrais responsables du choléra.

Depuis début octobre, une épidémie de choléra sévit à Haïti avec déjà 1 250 morts et plus de 20 000 hospitalisations. L'absence d'eau potable et d'installations sanitaires en sont à l'origine. De

violentes émeutes ont eu lieu à Cap-haïtien (nord du pays) pour dénoncer la gestion de l'épidémie par le gouvernement et l'ONU. L'aide internationale apportée à Haïti ne correspond, selon l'ONU, qu'à 10% des besoins. Depuis le séisme du 12 janvier, 3 millions de personnes vivent encore à Port-au-Prince dans des conditions sanitaires indignes et plus d'un million sous la tente. Seules 28 000 personnes ont été relogées. Après de beaux discours, les 10 milliards de dollars promis par les chefs d'État à la « conférence des bailleurs » ne sont jamais arrivés. Il faut exiger que les donateurs honorent leurs promesses pour que les reconstructions, sous le contrôle des organisations de la société civile haïtienne, puissent se faire rapidement.

Attaque de la LDJ contre une expo photos sur Gaza.

Les nervis de la Ligue de défense juive (LDJ), visages cachés par des cagoules ou casques de moto ont, le dimanche 21 novembre, tenté de saccager la salle dédiée à une exposition de photos sur Gaza au Musée d'Art moderne de Paris. Les fantassins de la LDJ, coutumiers de la violence physique, apôtres du racisme prôné par le Rabin Meir Kahane créateur de la LDJ, qui justifiait toute violence pour imposer l'ordre sioniste, ont voulu détruire l'exposition photo de Kai Wiedenhöfer, lauréat du prix Carmignac Gestion, catégorie photo-journalisme.

Pour les mercenaires français de Lieberman, Barak, Netanyahu, montrer à Paris la preuve en images des horreurs et des crimes commis à Gaza est insupportable. En comparant Stéphane Hessel à un serpent dont on doit écraser la tête (Pierre-André Taguieff) ou en appelant à l'interdiction d'une exposition photo, les dirigeants du

Crif et les intellectuels inconditionnels du sionisme encouragent les nervis de la LDJ à passer à l'action. Leur violence et leur intimidation ne nous feront pas taire ! Contre les crimes sionistes, les militantes et militants du NPA, avec l'ensemble du mouvement de solidarité, poursuivront la condamnation des crimes de l'État d'Israël, et porteront les revendications de justice du peuple palestinien.

Automobile : alerte pour l'emploi.

Patronat et gouvernement ont retardé les annonces de suppression de postes jusqu'à l'affaiblissement de la mobilisation contre la réforme des retraites. Pas question de prendre le risque d'ajouter un motif aux mobilisations en cours. C'est donc depuis quelques jours que Renault et Peugeot SA, avec un bel ensemble, ont annoncé de nouvelles restructurations. L'une des premières mesures envisagées chez Renault serait la mise à la retraite anticipée de milliers de salariés au titre de la pénibilité à laquelle s'ajoutent au cours des mois à venir des mesures visant à réduire encore les effectifs (mobilité intersites, prêts de main-d'œuvre à d'autres entreprises,

mutations « concertées »). Le site de Sandouville est le premier touché par des restructurations qui vont entraîner d'ores et déjà plusieurs milliers d'heures de chômage technique.

Chez PSA, à Aulnay, après la liquidation de 500 postes d'intérimaires (sur 800) en octobre, la direction vient d'annoncer la suppression de 280 postes environ au sein des ateliers sur les 3 600 emplois au total.

Après avoir bénéficié de millions d'euros du gouvernement pour une première vague de restructurations, les grands groupes et les équipementiers veulent poursuivre leurs réorganisations entraînant des milliers de suppressions de poste et des fermetures de sites. À la poubelle, les engagements pris alors de ne pas licencier ni fermer de sites en échange de ces aides. À Melun (près de 400 emplois supprimés à l'horizon 2012), PSA prétendait qu'il ne s'agissait pas d'un site de production ; à Aulnay, ce serait des départs volontaires ! Et pourtant les groupes affichent des bénéfices colossaux, comme General Motors qui vient d'exploser tous les scores en Bourse pour sa réintroduction. Face à cela, la riposte, et notamment la bataille pour l'interdiction des licenciements, reste d'actualité.

SOUSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

Objectif : 400 000 euros !

D'après Médiapart, près de 1,5 million d'euros auraient été déposés en liquide sur le compte de campagne de Balladur en 1995 ! Pour certains, la vie est facile. Mais au NPA, nous ne vendons pas de sous-marins au Pakistan, nous sommes d'ailleurs scandalisés par les ventes d'armes réalisées par les différents gouvernements du pays. Nous n'avons donc pas non plus les moyens de chercher des hommes de paille qui reverseraient des rétrocommissions, et ça tombe bien, parce que cela ne colle pas vraiment avec notre projet de société !

Cela n'empêche pas que nous avons besoin d'argent. Non pas pour offrir à nos porte-parole des avions particuliers avec équipements hors de prix ni même pour qu'ils puissent fréquenter les tables de grands chefs, mais tout simplement pour remplir notre rôle dans la lutte des classes. La mobilisation pour les retraites a montré la nécessité de réagir rapidement en imprimant tracts, affiches, journaux et en organisant des réunions, débats et autres meetings pour lier action et réflexion. Le 11 décembre prochain, le NPA propose à tous les acteurs de la mobilisation de se retrouver à Montreuil pour un bilan du mouvement et un meeting international.

Tout cela a bien sûr un coût. Et c'est pour cela que nous devons atteindre l'objectif de 400 000 euros de cette souscription.

Nous ne cherchons pas des donateurs comme Liliane Bettencourt capables de sortir des millions d'euros, parce qu'elle fait partie de cette classe dominante méprisante que nous combattons. Nous nous adressons à toutes celles et tous ceux qui ont intérêt à ce que la société change, à ce que ce gouvernement cynique prenne ses cliques et des claques.

Les petites contributions font les grandes souscriptions, alors n'hésitez pas à donner 10, 20, 50 euros pour que le NPA reste l'outil et le porte-voix des luttes.

Pour cela, découpez et renvoyez le coupon ci-contre ou rendez-vous sur le site du NPA (www.npa2009.org) pour effectuer un don en ligne.

Merci à vous.